Adélarde Gallant de Cap-Egmont reçoit l'Ordre du mérite coopératif

M. Léonce Bernard, président du Conseil de la coopération de l'Î.-P.-É., a présenté à M. Adélarde Gallant de Cap-Egmont la plaque de l'Ordre du Mérite coopératif, le samedi 22 octobre, tandis que Mme Florence Bernard remettait une gerbe de fleurs à l'épouse de M. Gallant, Thérèse.

Par Jacinthe LAFOREST

M. Adélarde Gallant de Cap-Egmont est le récipiendaire de l'ordre du mérite coopératif 1994. Ce prix est décerné chaque année par le Conseil de la coopération de l'Î.-P.-É. lors de la soirée de clôture des activités de la Semaine nationale de la coopération dans la région Évangéline, la capitale mondiale de la coopération.

Recevant le prix, la première réaction de M. Gallant a été de dire qu'il ne le méritait pas. Puis, il ajoute : «Une personne qui va aux réunions et qui dit ce qu'elle pense, c'est une personne qui fait du bien à sa région. Jeunes ou vieux, on a tous une **job** à faire, c'est d'essayer de faire de notre région une meilleure place pour vivre».

Pêcheur de carrière, on dit d'Adélarde qu'il s'est impliqué «corps et âme dans la Coopérative des Pêcheurs» où il a siégé pendant de nombreuses années comme secrétaire.

Il a été membre du Conseil canadien du développement rural du gouvernement fédéral pendant deux ans (secteur des pêches) et il a travaillé pendant deux ans pour le ministère des pêches.

M. Gallant est un des pionniers de la Coopérative du Village des pionniers acadiens à Mont-Carmel, qui est maintenant connue sous le nom «Le Village».

Il a siégé au bureau de direction de la Coopérative de Mont-Carmel, de la Coopérative forestière et de la Caisse populaire Évangéline.

Plus récemment, il a fait partie

du comité de planification de la coopérative de soins communautaires, Le Chez-Nous, et il continue de s'intéresser au sort des personnes plus âgées, en étant membre du comité de développement d'activités pour les personnes d'âge d'or de la région Évangéline. A ce titre, il a participé à la récente création de la Fédération canadienne des aînés francophones. En plus de son engagement au niveau local, Adélarde fait un pas de plus, en siégeant au bureau de direction de la **Co-op Union** de l'Î.-P.-É., l'association qui représente toutes les coopératives de l'Î.-P.-É.

En plus de sa participation active au mouvement coopératif, Adélarde Gallant fait aussi une importante contribution au Club

des Vétérans de Wellington et à la Croix-Rouge.

«Son leadership a vraiment contribué au mouvement coopératif et au développement de la région. Adélarde est un merveilleux exemple d'un coopérateur convaincu et c'est pour ces raisons que le Conseil de la Coopération est très heureux de lui décerner l'ordre du Mérite Coopératif» peut-on lire sur la citation accompagnant le prix.

La soirée de clôture de la semaine, le samedi 22 octobre à la Légion de Wellington, a continué avec un sketch préparé par la Coopérative de Wellington, qui a mérité le trophée traditionnel, étant la seule coopérative à avoir préparé un sketch, puis on a fait le jeu, **The Price is Right**. ★

Semaine du gouvernement municipal du 24 au 29 octobre

*La proclamation déclarant la tenue de la Semaine du **gouvernement** municipal à l'île-du-Prince-Édouard a été signée par M. Allan Buchanan (à gauche), ministre des Affaires provinciales et procureur **général** et par M. Cecil Murl, président de la Fédération des municipalités de l'île. (Photo : Laboratoire provincial) ★*

Journée de sensibilisation aux femmes entrepreneurs

*La journée de sensibilisation aux femmes **entrepreneures** était le 22 octobre 1994 . La tenue de cette journée est une étape importante vers la reconnaissance du rôle vital que jouent les femmes entrepreneurs dans l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard. Les femmes entrepreneurs représentent une portion sans cesse grandissante du secteur des affaires, dans la province. Elles créent des emplois et elles génèrent des revenus pour la province.*

La proclamation de la Journée de sensibilisation aux femmes entrepreneurs a été signée par Mme Catherine Callbeck, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard et par Mme Cheryl Turnbull-Bruce, membre du bureau de direction de l'Association des femmes propriétaires d'entreprises de l'Atlantique. (Photo : Laboratoire provincial) ★

LES MEILLEURS MOMENTS

Le conditionnement aérobie . qu'est-ce que c'est?

L'exercice aérobie force les poumons à aspirer plus d'oxygène qu'en temps normal pour répondre aux besoins des muscles. Il s'agit, en gros, de toutes les activités légèrement essoufflantes - course, cyclisme, tennis et natation, par exemple.

L'exercice aérobie est le plus efficace pour améliorer la santé du système cardio-vasculaire ainsi que la vigueur et la souplesse musculaires. Avec l'âge, la proportion de tissus gras du cœur augmente et sa masse musculaire diminue, comme c'est le cas pour les autres muscles du corps. Pour tonifier tous vos muscles et renforcer votre cœur, l'exercice aérobie est excellent.

Heureusement, le conditionnement aérobie n'est pas aussi pénible qu'on le croit. La marche est l'un des meilleurs exercices aérobies qui soient, et elle peut être pratiquée par à peu près tout le monde, quel que soit l'âge ou l'état de santé.

Le secret, c'est de marcher d'un pas suffisamment rapide pour faire pomper le cœur. Vous devez être

légèrement essoufflé, tout en demeurant capable d'entretenir une conversation. Essayer de marcher à ce rythme pendant une période de 20 à 30 minutes par jour.

L'exercice aérobie offre d'autres bienfaits : il améliore l'afflux de sang vers les muscles, ce qui favorise l'apport d'éléments nutritifs et l'évacuation des déchets. Le tonus et la force musculaire augmentent. Les ligaments deviennent plus forts et la densité des os s'accroît. L'exercice aérobie peut aussi vous aider à **conserver un poids** en santé, à accroître la mobilité d'articulations blessées et à **réduire** les maux de dos.

Faire travailler son cœur et ses autres muscles en pratiquant des exercices aérobies chaque jour, joue un rôle important dans le maintien de la santé et de la vitalité.

Cette chronique a été préparée par le Groupe Investors Inc. en collaboration avec l'Institut canadien de la recherche sur le conditionnement physique et le mode de vie. ★

Du haut de la passerelle

Par **Daniel** HEBERT

Saxton heureux du travail de ses jeunes protégés à Charlottetown

«Même si notre fiche pourrait être meilleure, je suis très satisfait du travail de l'équipe jusqu'à maintenant» me déclarait le président et directeur **général** des Sénateurs d'Ottawa, Randy Saxton, dans un français digne de mention, lors d'un entretien il y a quelques

jours au Centre civique de Charlottetown.

«Après la saison dernière, il était important pour moi et pour toute l'organisation d'avoir une **équipe** compétitive dans la Ligue américaine. Pour remédier à la situation, nous avons signé des joueurs d'expérience tels que **Larouche**, Picard, Foster et Pitlick afin d'apporter à nos jeunes joueurs du leadership, du caractère et pour apprendre à nos jeunes comment gagner des parties» explique Saxton.

En ce début de saison, le directeur général se dit très encouragé par ce qu'il voit sur la patinoire. «Je crois que cette année nous aurons une équipe très compétitive et je suis très impressionné par le travail des jeunes **Demitra, Traverse, Guérard** et Savoie. Nous avons disputé seulement quelques rencontres nous avons beaucoup de temps pour gagner des parties» dit Saxton.

Concernant l'avenir de Claude Savoie avec l'organisation des Sénateurs d'Ottawa, le directeur général se dit très optimiste à l'endroit de son jeune protégé. «Je pense sans aucun doute que Claude va jouer dans la LNH. C'est juste une question de temps. Il travaille fort. Il est plus responsable de son jeu en défensive. On sait qu'il est capable de compter des buts. Il nous l'a démontré chez les juniors lorsqu'il évoluait avec Alexandre Daigle. L'an passé, il a connu une saison difficile, par contre, cette année, il a déjà touché le fond du filet à deux ou trois reprises. Il démontre plus de confiance cette saison».

Pour les observateurs qui ont l'impression que les dirigeants des Sénateurs veulent convertir leur as marqueur en joueur plus défensif, Saxton se veut rassurant. Les dirigeants de l'équipe n'ont pas l'intention de changer le style de jeu de Savoie. On veut seulement qu'il soit un joueur plus complet.

Au sujet du gardien de but des Sénateurs, Jean-François Labbé, qui l'an dernier avait impressionné les dirigeants de l'organisation, Saxton admet que le jeune gardien a beaucoup de potentiel. «**Labbé** a connu une excellente saison l'an passé dans la Ligue coloniale. Nous savons qu'il a beaucoup de talent, il est petit, mais il est très rapide. Pour l'instant il est trop tôt pour prendre des décisions. À mon avis, un gardien de but a besoin de plus de temps pour se développer. **Jean-François** est très talentueux».

Par ailleurs, Saxton explique que la compétition est forte au poste de gardien de but chez les Sénateurs d'Ottawa et qu'il est

difficile pour lui de donner des réponses au sujet de l'avenir des futurs cerbères de l'équipe.

Par ailleurs, concernant la grève qui perdure dans la LNH, Saxton laisse entendre que ce **conflit** de travail est déjà trop long. À savoir qui des propriétaires ou des joueurs devra faire des compromis, le directeur général indique cette fois, les joueurs devront faire leur part. «**Au** cours des négociations nous avons offert aux joueurs huit propositions concernant leurs demandes. A chaque occasion, la réponse du directeur administratif de l'Association des joueurs de la LNH a été non. Les propriétaires ont proposé d'autres solutions et la réponse a été la même. «Si l'on veut avoir une saison de hockey cette année, M. Gooddenov devra changer son attitude» a déclaré Saxton visiblement déçu de la tournure des événements.

Toutefois, lorsque l'on rappelle à M. Saxton que les Sénateurs d'Ottawa ont été parmi les **équipes** à avoir créé une surenchère dans la LNH avec la signature de leur premier choix aux repêchages de 1994, Alexandre Daigle, pour plusieurs millions de dollars, il dit ne pas avoir eu beaucoup le choix. «Ce n'est pas les propriétaires, c'est le système que nous avons maintenant. Prenons l'exemple d'Alexandre Daigle. Si le joueur joue deux années chez les juniors, nous avons seulement deux années pour signer un contrat avec lui. Faute d'une entente, le joueur redevient disponible sur le marché. C'est donc très dangereux pour une équipe comme nous de perdre les meilleurs hockeyeurs. Présentement, le système nous oblige à verser beaucoup trop d'argent pour les bons joueurs. De leur côté, nos partisans veulent que l'on signe les meilleurs **prospects** disponibles comme Daigle. Pour l'instant, nous n'avons pas d'autres alternatives» a conclu Saxton.

Patrick Traverse connaît un début de saison remarquable. Après huit parties, le numéro 17 des Sénateurs démontre des qualités défensives de premier plan. Avant le **match** de **dimanche dernier contre Providence**, Traverse dominait l'équipe avec une fiche de plus 4 en défensive.

Appelé à commenter au sujet de son début de saison dans la Ligue américaine, ce choix de 3^e ronde des Sénateurs d'Ottawa en 1992 s'est dit heureux de la tournure des événements. «Le jeu dans la Ligue américaine est très rapide. Chez les juniors je me portais plus souvent à l'attaque. Ici je dois me concentrer sur mon jeu en défense. Si, présentement, ma fiche des plus et des moins est bonne, c'est que je prends moins de chance et que je joue à la limite de mes capacités. Avec le temps, je **pourrais** me lancer plus à l'attaque» avoue ce jeune défenseur qui a porté les couleurs des Lynx de St-Jean de la LHJMQ la saison dernière.

Centraide et les Sénateurs font équipe ensemble

Dans le but de venir en aide à la campagne de levée de fonds de Centraide, les dirigeants des Sénateurs tenaient il y a quelques jours un déjeuner bénéfique au centre civique de Chartottetown. Lors de ce déjeuner, plusieurs joueurs des Sénateurs en ont profité pour venir rencontrer les nombreux partisans qui s'étaient donnés rendez-vous.

Selon plusieurs observateurs, l'événement a été un succès. Pour les responsables du déjeuner, il est important de contribuer au bien-être de la communauté insulaire.

Rappelons qu'en 1993, **Centraide de l'Île-du-Prince-Édouard** a aidé 24 organismes membres. Ces organismes ont fourni des services à plus de 55 000 personnes et familles.

Venez rencontrer vos joueurs favoris au Carrefour vendredi

À moins d'un changement de dernière minute, plusieurs joueurs **francophones** des Sénateurs de l'**Î.-P.-É.** seront au Carrefour **vendredi** le 28 octobre de 7 h 30 à 9 h 00. Au moment d'écrire ces lignes il était impossible de déterminer qui des joueurs des Sénateurs seront sur place. Lors de ce déjeuner, vous aurez l'occasion de demander des autographes et de discuter de hockey avec vos joueurs favoris. «Bonjour Atlantique» sera aussi de la

Le chien «Cajun», ses compagnons et son maître

Par E. Elizabeth CRAN

«Cajun» est un petit chien pas comme les autres. Dans les épreuves d'obéissance qu'il a subi avec son maître, Hal Perry de Tignish, il a reçu jusqu'à 198 points sur 200. Et il a gagné des championnats dans 3 pays : le Canada, les États-Unis et les Bermudes.

«Cajun», trois ans, est un des trois chiens de la race «*Shipperke*» que possède M. Perry. Les autres sont une chienne adulte et une toute petite chienne d'environ huit semaines. Les «*Shipperke*» (ce qui veut dire «petit capitaine» en flamand) sont une race développée en Belgique pour protéger les bateaux dans les canaux et les rivières et y tuer les rats. Petits -ils pèsent rarement plus de 17 livres - et bons batteurs, ils

sont noirs et n'ont pas de queue. Ils vivent longtemps, aiment les humains, et sont bien intelligents. On pourrait facilement aimer un(e) «*Shipperke*».

Hal Perry, lui, aime les chiens en général. Il a choisi de se spécialiser dans cette race après en avoir rencontré chez Donna et Tom Burke, qui en élèvent quelques-uns à Charlottetown. Il n'y a qu'une trentaine d'éleveurs de «*Shipperke*» au Canada. La petite taille de la race et son bon caractère rend ce chien plutôt facile à entraîner et à transporter un peu partout aux expositions. Et il s'agit d'une exposition à toutes les deux fins de semaine en été, bien que Hal Perry n'y aille pas à chacune. Cette année il expose également un bel épagneul de type «*Springer*», qui

s'appelle «Eagle». Et il est en train de préparer «Cajun» et un autre «*Schipperke*» qui s'appelle «Jack» à travailler ensemble dans un concours d'obéissance.

Hal Perry croit tellement à la valeur de l'obéissance chez les chiens qu'il a offert un cours élémentaire d'obéissance à Tignish, il y a quelque temps.

Cependant, il constate que bien des gens de la région ne sont pas sérieux quand il est question d'entraîner leur chien. Par exemple, ils ne veulent que pouvoir faire arrêter leur chien de japper tout le temps ou de courir après les voitures. Pour un entraînement sérieux, il faut bien plus que ça, et surtout une bonne relation entre le chien et son maître.*

Le chien «Cajun». (Photo : Lianne Ryan)

Des poupées pour tous les goûts, au Musée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard

Pur Jacinthe LAFOREST

Vient de débiter au Musée acadien de l'Î.-P.-É. une exposition haute en couleur. Il s'agit d'une exposition de 225 poupées, tirées principalement des collections privées de Janine Landry, de Miscouche, et de Jeanne Mance Arsenault de Wellington.

On trouve aussi dans cette exposition un bon nombre de poupées de porcelaine fabriquées par Eva Arsenault, et qui sont tirées des collections privées de Jeanne-Mance Arsenault, Irène Arsenault, Erma Arsenault, Edna Gallant, Orella Arsenault et Lorraine Gallant.

Et dans une section, on peut admirer un certain nombre de poupées artisanales, faites à la main.

Lors du vernissage de l'exposition, le dimanche 23 octobre, les deux principales exposantes ont adressé la parole. Mme Jeanne-Mance Arsenault considère que faire une collection, c'est avant tout une éducation. «On cherche dans les livres et les catalogues, pour savoir les origines et la valeur des articles de notre collection. C'est une façon de s'éduquer» dit-elle.

Alors que Mme Arsenault collectionne les poupées depuis 1986 seulement, Janine Landry collectionne les poupées depuis qu'elle est petite fille, dans son pays d'origine, la France.

Et sa collection contient surtout des poupées prove-

nant de pays plus ou moins lointains, et portant des costumes colorés, faits à l'image des costumes traditionnels de ces pays.

Parmi les pièces maîtresses de ces deux collections, il y a le Prince Charles et son épouse, Lady Diana, qui sont des répliques exactes, des «modèles réduits», du couple royal. Ces deux poupées sont la propriété de Janine Landry et sont les deux pièces les plus dispendieuses de sa collection.

Parmi les autres poupées à voir, il y a celle qui représente Mémé, de la Cuisine à Mémé. Il s'agit d'une poupée en porcelaine qui appartient à Mme Jeanne-Mance Arsenault et qui a été faite par Eva Arsenault, la bru de Mme Arsenault. La poupée porte un costume et des lunettes, identiques à ceux de Mémé.

L'exposition sera en montre jusqu'au 27 novembre. Les heures d'ouverture sont de 9 h 30 à 17 h du lundi au vendredi et les dimanches 6 novembre et 27 novembre de 14 h à 16 h. C'est lors de ce dernier dimanche qu'on fera le tirage d'une poupée. ★

Mme Jeanne-Mance Arsenault et Mme Janine Landry apprécient beaucoup les poupées.

les *Pas d'folie* est un groupe de gigueuses qui communiquent la joie de vivre au public.

Club des garçons
et filles

Le spectacle est un succès

(J.L.) Un nombre impressionnant d'artistes et comédiens se sont succédés sur la scène du gymnase de l'école Évangéline, dimanche après-midi, dans le but de recueillir des fonds pour le Club des garçons et filles de Wellington et des environs.

Le spectacle, c'est-à-dire les profits à la porte, les ventes de fudge et le tirage 50/50 ont généré environ 1200 \$ pour le Club des garçons et filles. Les organisateurs semblaient être très contents de ces résultats, même si on avait d'abord visé la somme de 3000 \$.

Sur scène, on a vu les Pas d'folie à la gigue, Eddie Arsenault au violon, Angèle Hashie-Rix qui a chanté deux chansons, Joe LeBlanc et *We Rise Again*, cette chanson qui est le plus récent succès sur disque de la *Rankin Family* et qui a été écrite par un auteur-compositeur de l'Île. Avec sa belle voix ronde et chaude, Angèle nous fait redécouvrir cette très belle chanson.

On a aussi vu les *Arsenault Sisters*, qui sont des gigueuses hors pair et «hors trio», puisqu'elles sont trois. Le père Eloi Arsenault a aussi chanté quelques chansons, accompagné par les membres du groupe Palomino, dont Patsy Richard, Rémi Arsenault, Jason Arsenault et Gary Gallant. Ils ont aussi accompagné Karen Arsenault et Dwayne Doiron, qui est le chanteur principal du groupe Ambrosia et dont la performance a été chaleureusement applaudie. ★

Gagnantes des jeux de carte

(J.L.) C'est une tradition. Il y a toujours une journée consacrée aux personnes âgées, durant la Semaine nationale de la coopération. A l'occasion de cette journée spéciale, le mercredi 19 octobre, le Conseil de la coopération de l'Île a organisé des jeux de cartes, au Chez-Nous, qui est une coopérative. C'est Mme Florence Gallant qui a gagné le premier prix au jeu *Auction 4.5*, avec 410 points, et Mme Agnès Arsenault a gagné le deuxième prix avec 405 points. Au *cribble*, c'est l'équipe de Mmes Clara Gallant et Roseline Maddix qui a mérité le premier prix, et l'équipe de Mmes Aline Poirier et Hélène Deraspe a gagné le deuxième prix. Les jeux de cartes sont toujours très populaires et pour cet événement, il y avait au moins sept tables de joueurs. «Il y en avait une moyenne famille» a dit Mme Agnès Arsenault, qu'on voit sur la photo, en compagnie de Mme Ginette Arsenault, qui travaille au Chez-Nous et qui présentait le prix, pour la photo. ★

IN MEMORIAM †

À la douce mémoire de Louise Maddix,
décédée le 27 octobre 1987

Il y a déjà sept ans

Depuis que tu nous as quitté-s,

Combien de fois on se dit

Si pour un moment, chère Louise

Tu pouvais être là.

Ton sourire, ton amour,

Jamais on ne les oubliera.

On t'aime toujours,

Ton père, ta mère, tes frères et soeurs,
tes beaux-frères et belles-soeurs,
tes neveux et nièces, qui ne t'oublieront jamais.

Réduction *du* déficit de moitié en trois ans selon *Paul Martin* :

«**C'est** un objectif que nous atteindrons, peu importe les circonstances»

Ottawa (APF) : Le gouvernement fédéral devra trouver 9,4 milliards au cours des deux prochaines années pour respecter ses objectifs budgétaires, selon un communiqué.

Le ministre des Finances, Paul Martin, a lancé les consultations prébudgétaires en mettant cartes sur table. Oui, il a bien l'intention de réduire le déficit de moitié d'ici 1996-1997, comme les libéraux l'ont promis en campagne électorale dans leur fameux livre rouge. Non, il n'est pas question pour le gouvernement de trouver des excuses pour ne pas y parvenir.

Le ministre Martin, qui a fait le point sur l'état des finances publiques devant les membres du comité des Finances, a même évoqué un scénario encore plus dramatique. Si les taux d'intérêt à court et à long terme continuent de grimper, ce n'est pas 9,4 milliards mais 13,7 milliards que le gouvernement devra récupérer au cours des deux prochaines années, uniquement pour atteindre ses objectifs.

Pour y parvenir, Paul Martin a le

choix entre réduire les dépenses, augmenter les recettes, ou les deux à la fois. Sa préférence va à la réduction des dépenses : «Les Canadiens vivent selon leurs moyens. Les gouvernements devraient faire de même. Cela veut dire dépenser moins».

Où couper? Paul Martin demande aux Canadiens de s'exprimer et «de dire au gouvernement ce que le budget devrait contenir», tout en avertissant que «le gouvernement a le dernier mot».

Le gouvernement a dit encore le ministre, entend «être équitable» et protéger les plus vulnérables de la société, tout en étant «aussi économe que possible».

Lorsque le gouvernement parle de réduire les dépenses dans les programmes, il entend par là une réduction «absolue» des dépenses. Entre 1984 et 1994, les dépenses des programmes ont augmenté de 4,2 pour cent par année. Selon Paul Martin, le gouvernement conservateur ne faisait que ralentir le rythme des dépenses. «Ce petit jeu est terminé», avertit le ministre. «On ne peut plus mainte-

nant penser à un simple gel des dépenses. Nous n'en sommes plus là».

Le déficit étant l'affaire de tout le monde, tout le monde devra faire sa part. Sans faire connaître ses préférences, le ministre Martin a rendu public une mise à jour économique et financière qui donne un portrait d'ensemble des dépenses publiques. C'est à partir de ce document de 103 pages intitulé «Instaurer un climat financiersain» que les Canadiens sont invités à débattre des finances publiques. ★

IN MEMORIAM

À la douce **mémoire**
de **F ranky J. Arsenault**
décédé le 30 octobre 1990

*Ça fait déjà quatre an.5
Que tu es parti, cher papa
Combien de fois a se dit
Si seulement tu étais ici
Jamais on ne peut oublier
On t'aime toujours et
On pense souvent à toi.*

Marie-Anne et famille

Jean-Bernard Robichaud reste recteur de l'U-M

Le Sénat académique de l'Université de Moncton s'est prononcé en faveur du renouvellement du mandat du recteur, Jean-Bernard Robichaud, par un vote de 11 à 10, selon un communiqué.

Le vote a été pris au terme d'une réunion spéciale qui a eu lieu hier (le 19 octobre) et au cours de laquelle M. Robichaud a été invité à exposer les principaux points sur lesquels il compte fonder son deuxième mandat. Une période de questions a suivi.

Les trois constituantes étaient reliées pour l'occasion par vidéoconférence. Le Sénat compte un total de 42 membres votants; 29 ont pris part à la réunion.

BONJOUR ATLANTIQUE en classe jeudi et vendredi

BONJOUR ATLANTIQUE prend le chemin de l'école cette semaine : Georges Arsenault présentera l'émission matinale de la radio de la Société Radio-Canada en direct des deux écoles francophones de l'Île-du-Prince-Édouard les jeudi 27 et vendredi 28 octobre entre 6 h et 9 h, selon un communiqué.

Le premier arrêt se fera à l'École Évangéline à Abram-Village jeudi matin; on en profitera pour rencontrer des personnalités locales. Vendredi matin, l'équipe de BONJOUR ATLANTIQUE se déplace à la cafétéria de l'École François-Buote de Charlottetown, pour recevoir des intervenants francophones de la capitale. Le public est invité à venir assister à ces deux émissions.

BONJOUR ATLANTIQUE est entendue du lundi au vendredi entre 6 h et 9 h à CBAF-FM Atlantique, la radio de la Société Radio-Canada, au 88,1 FM à l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Georges Arsenault animateur de l'émission matinale, BONJOUR ATLANTIQUE. ★

· *Le 10 novembre*

Journée de formation

(J.L.) Le 10 novembre prochain, il n'y aura pas d'école. C'est une journée qui est consacrée au développement professionnel dans les écoles de l'Île.

À l'école Évangéline, le conférencier invité sera M. Bernard Bourque, qui est conseiller pédagogique dans la région de Woodstock au Nouveau-Brunswick. Il parlera de l'éducation multiple, ou **multiniveau**. Un enseignant ou une enseignante fait appel à l'éducation multiple ou **multiniveau** lorsqu'il y a dans sa classe des élèves qui avancent plus vite que d'autres dans la matière. «Il va nous suggérer des stratégies pour nous permettre de répondre aux besoins des élèves qui avancent plus vite, autant qu'à ceux des élèves qui avancent moins vite, tout en respectant le programme» explique Mme Paulette **LeBlanc**, qui **enseigne** en sixième année à l'école Évangéline et qui est membre du comité de développement professionnel, dont M. Raymond Bernard est président.

Il y aura des conférences dans plusieurs écoles et les enseignants ont le choix de s'inscrire aux conférences de leur choix. On pense que la conférence de M. Bernard Bourque sera la seule qui se donnera en français. ★

Des meubles sur, mesure, 'grâce à **Lou-Mar** Furniture

Par Jacinthe LAFOREST

Louis Gallant a ouvert son entreprise au mois de juillet, à Urbainville. Il s'agit de Lou-Mar Furniture. «**Lou**» pour Louis, «**Mar**» pour Marlyn, son épouse et partenaire dans l'entreprise.

Louis Gallant travaille le bois depuis environ sept ans. «J'ai jamais pris de cours, j'ai appris par moi-même, à poser des questions, beaucoup de questions. IL y a tout le temps quelque chose à apprendre».

Louis Gallant est un homme célèbre. Avant de commencer à travailler dans le domaine du meuble, il conduisait des camions sur des longues distances. Il s'était distingué par son courage et sa **présence** d'esprit, en se portant au secours d'un de ses collègues dont les freins avaient lâché. Louis Gallant était derrière son collègue lorsque celui-ci lui avait dit, par la radio, que ses freins ne fonctionnaient plus. Louis avait alors dépassé son collègue pour s'en aller freiner doucement, le nez du camion de son copain appuyé sur l'arrière de son propre camion. Cette histoire a été racontée

maintes et maintes fois à la télévision et dans un livre.

Depuis environ sept ans, donc, Louis Gallant travaille le bois. A force de faire des essais, de travailler, il a appris son métier. Maintenant, il fabrique des meubles sur mesure. «Je peux faire à peu près n'importe quoi. Des ensembles de chambre à coucher, des buffets, des **curio cabinet**, des meubles pour des bureaux, des **roll top desk**, des ensembles de salle à dîner, ça dépend de ce que le client veut».

«D'habitude, le monde a une **idée** de ce qu'ils veulent. Quand ils me demandent de leur faire un prix, il faut que je sache exactement ce qu'ils veulent; alors je leur demande des informations sur les grandeurs, la sorte de bois, les poignées et les autres garnitures. J'ai des livres que je peux leur montrer pour les aider avec le **désign**».

Lou-Mar Furniture est situé à Urbainville, dans la vieille école. Il a pratiquement tout refait, jusqu'à la toiture. Son atelier est muni d'équipement de qualité industrielle, il a aussi une salle de finition et il y a la salle de montre, où on peut voir un échantillon de

ce que Louis Gallant peut faire.

«J'ai pas fait beaucoup de publicité encore, mais j'ai participé à deux **trade show**, celui d'Abram-Village et celui de Charlottetown. Jusqu'à date, ça va vraiment bien. J'ai des contrats assez importants, je fais les nouveaux comptoirs de la Caisse populaire Evangéline, et je fais les comptoirs pour un magasin à Tyne Valley. J'ai des clients jusqu'à **Montague**».

Présentement, Louis Gallant travaille seul, avec l'aide d'un jeune homme qui participe au programme d'éducation coopé-

rative à l'école Évangéline et qui travaille environ deux heures par jour. Comme Louis est très content de son travail, il l'embauche aussi les fins de semaine, pour donner un coup de main.

«Dans la grandeur de bâtisse que j'ai, je ne pourrais pas avoir plus que quatre employés. Si jamais ça vient vraiment **occupé**, faudra que j'agrandisse. C'est tout le temps **nice** d'être plus grand, il y a tout le temps des équipements nouveaux qui sortent..., c'est le fun de pouvoir les avoir.»

Les manufacturiers de meuble à l'Île ne sont pas très nombreux. Il y a bien les **Traditional Woodjoiners** de Pleasant Valley, mais ils font seulement dans le pin antique.

«Vraiment, la différence que j'ai moi, c'est que, je peux faire vraiment ce que le client veut. C'est pas que ce qui se vend dans les magasins est mal fait, c'est que des fois, la porte est pas du bon côté, ou le meuble est pas exactement de la bonne grandeur. Ici, les clients peuvent avoir exactement ce qu'ils veulent.★

*Louis Gallant et son épouse Martyn sont les propriétaires de la nouvelle entreprise Lou-Mar Fourniture. **

TIGNISH: LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET L'AVENIR

Par E. Elizabeth CRAN

D'autres suites de la révolte de 1843-1844

Comme on sait, la révolte des gens de Tignish contre les injustices des agents des propriétaires et du gouvernement colonial avait lieu à la fin de 1843 et en janvier-février de 1844. Mais les suites ont duré tout le reste de cette dernière année. Après la longue liste de personnes impliquées dont les terres devaient être vendues à l'encan, «The Islander» garde le silence au sujet de cette révolte jusqu'au numéro du 6 septembre 1844. Et alors, pendant une semaine, il y a toute une série d'informations qui répandent de la lumière sur cet épisode important dans l'histoire de la région de Tignish.

Tout d'abord, il y a une pétition des révoltés eux-mêmes. Ils demandent à être pardonnés à cause de leur femme et enfants. «NOUS sommes presque tous des hommes avec de grandes familles qui sont incapables de subvenir à leurs propres besoins». Trente-trois hommes, dont au moins 30 sont Acadiens, ont signé la pétition. On y retrouve Herman, Hubert (2 Hubert?), John, Melem, Joseph et Zozime Gaudet, Joseph Martin (senior et junior), Moyse Pitre, Lionet Francis Buote, Louis, Supplien (senior et junior), Dominique (senior et junior) et John Chiasson, Fabien et Lamable Arsenaux, Joseph Richard, Joseph Thebedau, Joseph Bernard, Pierre, Thomas et Silvain Perrey et Fidel Gallong. Plusieurs d'entre eux nous sont déjà connus de la liste de ventes à l'encan. Ils sont, pour la plupart, fils et petits-fils des fondateurs de Tignish.

Dans le même numéro de «The Islander», on trouve une autre pétition adressée au gouverneur de la colonie. Cette pétition, qui est signée surtout par des anglophones, demande au gouverneur de considérer favorablement la pétition des révoltés. «Car ce sont presque tous des hommes du caractère le plus innocent et inoffensif possible, et tout à fait incapables de ces crimes dont ils se sont avoués coupables à moins d'être influencés par d'autres... Nous les considérons vraiment pénitents de leurs erreurs». Les seuls Acadiens à signer cette dernière pétition sont Francis Gaudet, A. J. Perry junior, H.S. Arsenau, Fidèle J. Gaudet, et E.S. Gaudet.

On ne sait pas si les pétitions furent exaucées. Cependant, il semble probable que le gouverneur les eut favorablement reçues, car «The Islander» ne dit plus rien à ce sujet. Et, à date du 13 septembre, on apprend que les chefs de la révolte étaient toujours libres, ayant pu - qui sait comment - s'échapper de la justice pendant tous ces mois. D'ailleurs, toujours selon «The Islander» il n'y avait pas assez d'évidence d'une conspiration pour les trouver coupables à cet égard.*

Deux jeunes francophones participent à Jeunesse Canada Monde à Alberton

Julie Blanchet et Marie-Hélène Noël sont les deux seules participantes de langue maternelle française, dans leur groupe.

Par Jacinthe **LAFORÉST**

Julie Blanchet et Marie-Hélène Noël ont toutes **deux 19** ans. Elles sont à l'Île-du-Prince-Édouard depuis le mois de septembre, dans le cadre d'un projet d'échange Jeunesse Canada Monde, avec la Jamaïque.

Julie vient de Blainville, sur la rive nord de Montréal. Elle a décidé de participer à ce projet pour «le trip des voyages». Elle est étudiante au cégep en relations internationales et dans le cadre de son programme d'étude, elle a passé quelques mois en Afrique, en 1993. «C'est pour découvrir de nouvelles façons de penser, je veux toujours voir ce qui se passe ailleurs». Elle veut entrer à **McGill**, en développement international.

Marie-Hélène Noël vient de Saint-Nicolas, sur la rive sud de Québec. Elle aussi étudie au cégep. Elle aussi a fait quelques voyages, au Honduras, lorsqu'elle était en secondaire v, et elle a aussi travaillé trois **mois en Bolivie** et voyagé un peu au Pérou. «J'ai eu la piqure des autres langues, des autres cultures. Quand on est dans un milieu étranger, on est confronté à ce qu'on est. Cela aide à savoir qui on est et à **renforcer** nos propres valeurs. Tu bâtis ton identité».

«On devient plus critique aussi, face à notre propre culture, critique dans le sens de plus objectifs. On devient moins **ethnocentriques**» renchérit Julie.

Ethnocentriques, elles ont intérêt à ne pas l'être trop. A l'intérieur de leur groupe de 14 participants, sept Canadiens et sept Jamaïcains, elles

sont les seules qui aient le français comme langue première.

«Il faut qu'on s'adapte à la culture mais aussi à la langue». Elles le font de bon coeur et apprennent vite, car le milieu est **majoritairement** anglophone. C'est mon plus grand défi, d'être bilingue à la fin du programme» dit Julie.

Elles arriveront en Jamaïque le 1^{er} décembre. Bien sûr, elles ont hâte. «On ne sait pas encore ce qu'on va faire, ni où on va habiter. Mais on sait qu'on sera dans une petite localité qui s'appelle Duncan's. C'est au Nord est de **Montego Bay**. Ça c'est l'endroit le plus touristique de la Jamaïque» indiquent-elles.

Elles ont hâte d'être en Jamaïque mais elles avaient aussi très hâte de venir à l'Île. «C'est drôle parce qu'on pense peut-être toujours un peu plus au pays d'échange mais nous, on avait hâte de venir ici. Nous n'étions jamais venues dans les Maritimes».

Elles ont chacune leur projet de travail communautaire. Pour Julie, c'est l'école secondaire Westisle, qui est à deux maisons de son foyer d'accueil et où elle travaille dans la classe d'immersion en 10^e année, et aussi dans une classe d'éducation spéciale avec son homologue jamaïcaine. Elle travaille aussi au secrétariat de l'école. Pour Marie-Hélène, qui vit à **Alberton** avec sa famille d'accueil, c'est du travail à la bibliothèque et à la maternelle d'**Alberton**.

Le mercredi, c'est le jour d'activité éducative, que les sept groupes d'homologues doivent organiser à tour de rôle.

Après trois mois et des poussières

passés en Jamaïque, elles seront de retour chez elles, dans leurs familles, dans leurs écoles respectives. Leur rêve : faire du bien dans le monde, chacune à sa manière.

Julie voudrait travailler dans le domaine du développement international. «La philosophie de Jeunesse Canada Monde, c'est «Agir localement, penser globalement» et c'est un peu de cette manière là que je veux aider les gens. Vivre avec eux pour voir comment ils vivent, et essayer d'améliorer leur situation, avec des projets dont ils ont besoin et qui sont adaptés à leur style de vie».

«J'ai travaillé deux mois au Burkina Faso en Afrique de l'ouest, et cela m'aide à comprendre ce qui se passe, par exemple, au Rwanda. Je regarde les projets d'aide internationale et il y a une question qui me reste toujours, c'est si les gens ont besoin de la sorte d'aide qu'on leur apporte, sans vraiment savoir si c'est de cette aide en particulier, dont ils ont besoin».

Pour Marie-Hélène, c'est un peu différent. «Disons que mes **idées** de grandeur ont rapetissé. Je donne beaucoup, par mon travail bénévole, mais surtout, je reçois, j'apprends beaucoup **beaucoup...Si** je peux aider les gens à juste être mieux...»

«Dans les pays que j'ai visités, je me suis fait des amis, j'ai vécu avec ces gens-là. On va se faire des amis en Jamaïque. On les connaît, on les aime, on ne veut pas qu'il leur arrive quelque chose. On parle d'eux, on les fait connaître à d'autres et ils apprennent à les aimer aussi. C'est un peu une façon d'éloigner la guerre».*

«Geline of Acadia» une bêtise

Madame la rédactrice,

Avez-vous eu l'expérience de lire un livre écrit par Sten Eirik, soit son premier roman? Nous voudrions que ce soit son dernier. Le titre de cette bêtise est «*Geline of Acadia*».

L'idée-force de ce livre serait de moderniser l'héroïne de Longfellow. Le principal personnage, «*Geline*», est très sensuelle, violente et même libérée de tous les commandements de son Eglise. D'après Sten Eirik, Évangéline aurait inondé les champs pour empêcher les Anglais de faire les récoltes. Cette collection de mensonges imaginaires voudrait dépeindre le meurtre d'un soldat Anglais perpétré par Évangéline pour sauvegarder sa pureté. Erik voudrait nous faire croire qu'Évangéline aurait abandonné Gabriel lorsqu'il était mourant et qu'elle serait retournée à Grand Pré accompagnée d'un autre homme. Ce récit devrait être intitulé : «*Geline of the Wild West*». En parlant des Indiens, l'auteur les appelle les «*Mi'kmaq*». Cette grande tragédie fut tournée en une comédie et un burlesque de 'Cowboys'.

Nous devons notre, reçon-

naissance à celles et ceux des nôtres qui nous ont permis de lire des critiques valables et honorables même si certains d'entre eux nous disent qu'Évangéline était vraiment retournée à Grand Pré. Peu importe...

Voici une ironie : Henry Wadsworth Longfellow n'avait jamais visité Grand Pré. Il écrivait d'après ses impressions à la suite de visites en Suisse. M. Sten Eirik est un Canadien né en Suisse.

Observation finale :

Si nous voulons informer d'autres sur la question des Acadiens et leurs causes, nous devons choisir nos mots et faire attention. Par exemple, à l'occasion du Congrès Mondial Acadien, certains orateurs nous priaient de continuer notre bataille pour garder notre langue et notre identité. En même temps, certains nous disaient que nous n'avions plus besoin de combattre. On voulait nous faire croire que la bataille est gagnée. Non!! La bataille n'est pas encore gagnée. Nous gagnons mais nous devons continuer le combat. ★

J. Théophile Arsenault

Voler Saint Pierre pour **habiller** Saint **Paul**

Les pauvres ne sont pas tous sur l'île
Y'en a aussi à Rogersville
Pour démontrer cette vérité
Cette petite histoire j'vais raconter
Près de l'église dans le cimetière
Il existait un grand mystère
On soupçonnait que des voleurs
S'emparaient des bouquets de fleurs
Après presque chaque enterrement
Quelqu'un volait les arrangements
Puis lorsqu'on a investigué
Les deux voleurs on a **poignés**
On est surpris quand on découvre
Que c'est l'bedeau et son épouse
Deux paroissiens octogénaires
Volaient les fleurs dans le cimetière
Quand le curé, le père **Gingras**
Leur d'mande pourquoi ils volent comme ça
La vieille explique, l'air bien gêné
Qu'ils sont trop pauvres pour s'habiller
«C'est pas les fleurs que nous voulons
Mais les rubans que nous prenons

Au bout de trois ou quatre journées
Les fleurs flétrissent **et** sont fanées
Mais les rubans en bon coton
Restent toujours en bonne condition
De couleurs vives mais attrayants
Nous en faisons des sous-vêtements
Nous n'pensions pas être des voleurs
Prenant des choses de peu d'valeur
J'vais vous montrer **c'que** nous faisons
Des belles brassières et des caleçons
Puis elle apporte pour lui montrer
Deux **d'ces** objets confectionnés
Et il doit dire que l'soutien-gorge
Mérite au **moins** quelques éloges
Car en grosses lettres ce qu'il a vu
«Prions pour nos chers disparus»
Sur le caleçon en ruban blanc
Avec une braguette au devant
Des grosses **lettres** rouges lui annonçaient
L'espérance «quelle repose en paix» *

Mauvais temps pour couper la commission industrielle

Comme vous avez pu le lire à la page 2, un rapport d'étude recommande que la Commission industrielle de la Baie acadienne disparaisse sous sa forme actuelle, et que le territoire de la région Évangéline soit desservi par une agence communautaire de développement économique dont le siège social serait à Hunter River (selon ce que le rapport **Gardner Pinfold** recommande).

Les entreprises sont nombreuses dans la région Évangéline et la plupart des nouveaux propriétaires d'entreprises ont reçu de l'aide technique, financière, ou morale de la part de la Commission industrielle de la Baie acadienne.

Le développement économique en français, dans une province où tout se fait en anglais, est différent du développement économique en anglais. Le développement d'entreprises francophones, dans une région qui est pratiquement homogène francophone, sert à assurer des emplois, mais il sert aussi à la sauvegarde de la culture, de la langue, et dans une région extrêmement rurale comme la région Évangéline, il sert à encourager les jeunes à rester dans la région, plutôt que d'aller s'établir dans les grands centres.

D'ailleurs, par les temps qui courent, les chances de se trouver un emploi en s'exilant ne sont pas meilleures que les chances de se trouver un emploi chez-soi.

L'étude a été commanditée par l'APECA, qui est le partenaire fédéral dans l'entente fédérale provinciale sur le développement économique rural, entente qui viendra à échéance au mois de mars et qui assure le financement des commissions industrielles à l'Île. C'est d'ailleurs les négociations entourant le renouvellement de cette entente qui a amené l'APECA à rationaliser les structures de développement économique, qui sont au nombre de 46 à l'Île, et à vouloir éliminer les doubles emplois.

Je trouve très louable qu'on veuille éliminer les doubles emplois, qui coûtent parfois chers, mais le double emploi ne s'applique pas, lorsqu'on parle de la Commission industrielle de la Baie acadienne, qui est la seule des commissions industrielles à l'Île à faire du développement économique en français.

Et je trouve surprenant qu'on menace de couper les structures créatrices d'emplois, ou qui favorisent la création d'emplois, à un moment où la province et le pays se sortent avec peine de la récession, au moment où on veut apporter des modifications aux programmes de sécurité sociale, au moment où on a désespérément besoin de structures qui aideront les gens à se sortir du trou. ★

Les cours d'anglais doivent être flexibles

Par **Jacinthe LAFOREST**

Les écoles françaises de l'Île-du-Prince-Édouard expérimentent cette année un nouveau programme d'enseignement de l'anglais. Il n'y a rien d'étonnant à cela, direz-vous, sauf que pour la première fois, il s'agit d'un programme d'anglais adapté à une clientèle pour laquelle l'anglais est une langue seconde.

Auparavant, on utilisait les programmes d'anglais langue maternelle, tout en les adaptant pour mieux répondre à la clientèle francophone.

C'est à l'école François-Buote que l'implantation de ce nouveau programme nécessite le plus de flexibilité. En effet, à l'école François-Buote, qui est avant tout une école française, on peut tout aussi bien rencontrer des élèves qui vivent en anglais à la maison et qui possèdent donc une très bonne connaissance de l'anglais, que des élèves qui ne connaissent pas du tout l'anglais, et pour qui l'anglais est véritablement une langue seconde.

«On a besoin d'un programme qui soit à la fois à la portée de ceux et celles pour qui l'anglais est une langue seconde, et à la fois, un programme qui représente un certain défi pour ceux et celles qui ont déjà une bonne connaissance de l'anglais. Le mot clé, c'est la flexibilité» dit M. Jim Nimmo, qui est conseiller pédagogique au ministère de l'Éducation, et qui a conçu le programme, élaboré les objectifs d'apprentissage, les attentes pour chaque niveau de compétences, «le continuum d'habiletés».

«C'est un véritable défi pour les enseignants aussi, mais il y a des stratégies et on les encourage à utiliser ces stratégies, comme

l'enseignement coopératif» dit M. Nimmo.

Le professeur d'anglais à l'école François-Buote, Mlle Rachel Gauthier, est une partisane de l'enseignement coopératif. Il s'agit d'une méthode selon laquelle on place en groupe des élèves forts avec des élèves un peu moins forts. Ils s'entraident. «Moi, cela me permet d'accorder plus d'attention aux élèves qui ont le plus besoin d'aide, tout en ne négligeant pas pour autant les groupes plus forts».

On a tendance à croire que la clientèle scolaire est plus homogène à l'école Evangéline et que conséquemment, le programme nécessite moins d'adaptation, mais selon M. Nimmo, l'école Evangéline accueille de plus en plus d'élèves venant de différentes régions du Canada et même du monde, surtout avec des projets comme le lien fixe, le Centre fiscal de Summerside et toutes les nouvelles entreprises qui viennent s'établir à Slemmon Park.

Cependant, c'est à l'école François-Buote que les écarts dans la connaissance de la langue seconde sont les plus grands et c'est aussi là que les premières questions concernant le programme ont été soulevées.

«Je ne nie pas que quelques parents sont venus me parler à propos du programme d'anglais, mais je ne dirais pas que c'était une controverse. Nous avons fait une réunion d'information pour tenter de répondre aux questions des parents, et 11 ou 12 parents y sont venus». Pour le directeur de l'école François-Buote, M. Zain Esseghaïer, cette petite assistance signifie que la plupart des parents sont tout à fait satisfaits du nouveau programme. ★

Le Canada participe à un concours mondial de dessin d'enfants

les six gagnants pour le pays sont de l'école Évangéline

Lors d'une cérémonie qui réunissait les élèves de quatrième, de cinquième et de sixième année de l'école Évangéline, jeudi dernier, le Conseil de la coopération de l'Île-du-Prince-Édouard a présenté les prix aux six gagnants au concours mondial de dessin d'enfants. De gauche à droite, on voit Krista Bernard (mention honorable) Stéphanie Arsenault (médaillon d'argent), M. Léonce Bernard, président du Conseil de la coopération de l'Île, qui remet son certificat à Lianne Gallant (médaillon de bronze), Diane Arsenault et Maurice Arsenault. Absente de la photo est Estelle Arsenault.

Par Jacinthe **LAFORÉST**

Six enfants canadiens ont mérité des prix dans le cadre du premier concours annuel mondial de dessin d'enfants, lancé par l'Association IE-NO-HIKARI, la Coopérative agricole du Japon, chargée des publications et des activités culturelles.

Les six élèves gagnants sont de l'école Évangéline. Il s'agit de Stéphanie Arsenault (10 ans), qui a mérité un deuxième prix, Liane Gallant (10 ans) qui a gagné un troisième prix, et de Estelle Arsenault (10 ans), Krista Bernard (9 ans), Diane Arsenault (8 ans) et Maurice Arsenault (10 ans) qui ont

mérité tous les quatre une mention honorable.

C'est le Conseil canadien de la coopération (le CCC), qui a fait parvenir l'information sur ce concours à chacune des provinces. À l'Île-du-Prince-Édouard, le Conseil de la coopération (le Conseil coop) a passé l'information à l'école Évangéline. Une seule autre école au Canada a participé et elle n'a pas remporté de prix.

Au total, 39 pays ont participé à ce premier concours et le jury a sélectionné 361 gagnants. Les dessins gagnants ont été imprimés dans un livre en couleur. Selon le prix remporté, les enfants reçoivent soit une copie du livre, soit une

lettre de félicitations, soit un certificat, des cadeaux etc.

Dans une lettre parvenue en français, au Conseil de la coopération de l'Île, le président de l'Association EI-NO-HIKARI, M. Shuzo Suzuki, dit que «Quel que soit le pays ou la région, les dessins montraient de façon très vivante le monde lumineux de paix et de joie des enfants, qui dirigeront les futures générations. En vérité, le dessin est notre langage commun. Nous espérons que la participation à ce concours contribuera à promouvoir les échanges culturels et à créer une bonne volonté et une prise de conscience internationale parmi tous les enfants du monde». ★

«On a acheté notre qualité de vie à crédit»

Paul Martin est prêt à donner un coup de barre

(APF) «Nous sommes endettés par-dessus la tête. Ça peut plus durer. La situation est insoutenable...»

Le ministre des Finances, Paul Martin, n'y est pas allé par quatre chemins pour décrire la situation financière du pays. Devant le comité permanent des Finances, le ministre a donné un avant-goût du discours que les Canadiens vont de plus en plus entendre d'ici le dépôt du budget en février prochain. Un discours qui rappelait celui du précédent gouvernement conservateur.

«NOUS avons été trop gâtés pendant trop longtemps et nous n'avons pas remarqué que les temps changeaient» a dit le ministre. Alors que la croissance de l'économie baissait pour tomber à zéro dans les années 90 et que les revenus réels

stagnaient depuis le milieu des années 70, le Canada s'est mis à emprunter «pour éviter de voir le problème en face». Résultat : la dette représente maintenant 24 000 \$ par Canadien.

En fait, l'intérêt de la dette augmente maintenant plus vite que l'économie. A eux seuls, les intérêts ont coûté 39 milliards au gouvernement fédéral l'an dernier et cette somme pourrait atteindre les 44 milliards cette année. «C'est comme si notre pays essayait de monter un escalier roulant qui serait en train de descendre a imaginé le ministre. Le problème est si colossal que nous ne pouvons plus compter sur la croissance économique pour en sortir.»

Pour Paul Martin, c'est donc la

baisse de productivité qui est responsable de la crise financière. Mais il faut aussi remettre de l'ordre dans les finances publiques et le ministre des Finances a l'intention de commencer le travail dès le prochain budget.

Mais il faut aussi, ajoute-t-il, «repenser» et «restructurer» l'État. M. Martin a annoncé que le gouvernement ne financerait plus de nouveaux mégaprojets et qu'il concentrerait ses efforts sur le tourisme et l'instauration d'un climat favorable au PME. Il a aussi réaffirmé l'intention du gouvernement de modifier l'assurance-chômage pour en faire «un programme d'assurance» plutôt qu'un programme de dépendance. Ottawa a toujours l'intention de

«faire le ménage» des règlements fédéraux qui coûte «des milliards» aux entreprises et de se retirer de certains programmes.

Signe que le ministre veut aller vite, il dit avoir tiré la leçon des conservateurs. «Ils n'ont pas su profiter de la reprise économique pour prendre des décisions difficiles». Or, Paul Martin estime justement que la reprise est bien enclenchée alors qu'il s'est créé 327 000 emplois au pays au cours des huit derniers mois.

Pour le Bloc québécois, c'est le régime fédéral qui est à blâmer. «Vous ne réglerez pas le problème des finances publiques tant que

vous n'admettez pas que ce régime est un fiasco» a soutenu le député bloquiste Yvan Loubier, qui siège sur le comité des finances.

Les réformistes avaient une toute autre lecture de la situation. Le député Herbert Grubel s'est dit d'accord «à 90 pour cent» avec l'analyse du ministre, sauf en ce qui concerne les programmes sociaux. Selon lui, le régime d'assurance-chômage a encouragé les travailleurs à rester à la maison : «NOUS avons payé des gens pour ne pas travailler». Les programmes sociaux seraient, selon le député, responsables en partie du chômage au pays. ★

Un rapport d'étude recommande la disparition de la Commission industrielle de la Baie acadienne

Par Jacinthe LAFOREST

Dans le but de rationaliser et de réduire les doubles emplois dans le domaine du développement économique à l'Île-du-Prince-Édouard, le rapport d'étude **Gardner Pinfold Consulting Economists Limited** recommande la création de quatre agences communautaires de développement économique (ACDE), qui seraient connues en anglais sous le nom de **Community Economic Development Agencies (CEDA)**.

Il y aurait une agence pour la région Prince Ouest, une pour la région Kings sud-est-Queens est, une pour Kings est et une autre couvrant la région de Prince Est-Queens ouest.

C'est donc cette dernière ACDE qui couvrirait le territoire de la région Evangéline, maintenant desservie par la Commission industrielle de la Baie acadienne. Cette dernière disparaîtrait.

Il va sans dire que cette recommandation du rapport **Gardner Pinfold** inquiète les dirigeants de la Commission industrielle.

«Si on nous enlève la Commission industrielle, je pense que le développement économique va se faire beaucoup plus lentement, sinon à reculons» dit M. Wilfred Arsenault, directeur de la Commission industrielle de la Baie acadienne.

M. Arsenault dit ceci malgré le fait que «le ministère de Développement économique et du Tourisme nous a ordonné de ne pas parler. Ce que je peux dire, c'est que la Commission a des grosses préoccupations en ce qui concerne certaines recommandations du rapport et on ne va pas se laisser faire».

La Commission industrielle est financée par le ministère provincial du Développement économique et du Tourisme, à raison de 50 000 \$ par année, en vertu d'une entente fédérale provinciale de cinq ans sur le développement économique rural, qui vient à échéance le 31 mars 1995. «Il y a cinq ans, on avait eu de la difficulté à renouveler cette entente et il y avait eu une période de 10 mois où il n'y avait personne ici, ni dans les autres commissions industrielles» indique M. Arsenault.

Avec ce financement de base de 50 000 \$ par année, la Commission industrielle emploie directement deux personnes. Au cours des récentes années, la Commission industrielle de la Baie acadienne a aidé de nombreuses personnes à agrandir ou à mettre sur pied leur entreprise, de façon à s'assurer un emploi à long terme. La liste est impressionnante. Il y a Les Entreprises Evangéline (Gilles

La foire commerciale annuelle d'automne, **Promotion**, est devenue une activité importante de la Commission industrielle de la Baie acadienne.

Labonté); la petite école de Union Corner; **Lou-Mar Furniture** à Urbainville (Louis Gallant); le Collège de l'Acadie, logé dans le Centre d'affaires communautaire qui appartient à la Commission industrielle et qui est maintenant occupé à pleine capacité; l'Institut culinaire de l'Acadie; Moultec (Théodore Thériault); Les Produits Traditions (Louise Comeau); **Maritime Mairesse**; Visutec; **Arsenault Drafting Services** (Daniel Arsenault); **Action Forestry Services** (Claude Gallant), et d'autres.

Et il y a aussi le programme «Je veux devenir millionnaire» qui connaît un immense succès depuis deux ans, l'organisation de la foire commerciale d'automne **Promotion**, et tous les cours de formation en informatique qui ont été lancés avec l'aide du Programme du développement des collectivités pour Prince Est.

Justement le rapport **Gardner Pinfold** tient compte de la présence du Programme du développement des collectivités (**Community Futures**) dans la région Prince Est.

Le rapport dit «Les consultants reconnaissent qu'historiquement, des services de développement économique en français sont fournis dans les régions francophones. La proposition que nous faisons suit l'approche du «Comité du développement des collectivités» (**Community Development Committee**), où la région Evangéline est desservie par le Programme du développement des collectivités en vigueur dans Prince Est. Le fusionnement de la Commission industrielle avec d'autres groupes, tel que suggéré dans notre

recommandation, demandera une attention spéciale, pour assurer la continuité d'un service adéquat en français pour le développement économique».

Même si cette dernière phrase de la citation est quelque peu rassurante, la Société Saint-Thomas-d'Aquin s'inquiète du fait qu'on ose considérer que la région Evangéline est desservie par le programme du développement des collectivités de Prince Est.

«Les entrepreneurs de la région n'ont jamais pu avoir du service en français. C'est pour ça qu'on a essayé d'obtenir un programme du développement des collectivités spécifique pour la région Evangéline. Notre démarche n'a pas eu le succès attendu, sauf que cela a peut-être réussi à débloquer un peu les choses... Mais si on prend le Programme du développement des collectivités comme modèle de service, on risque fort de ne rien avoir, en terme de service en français» dit Mme Elise Arsenault, directrice générale intérimaire de la Société Saint-Thomas-d'Aquin. Elle ajoute qu'elle ne comprend pas comment on peut penser qu'une agence de développement économique dont le bureau serait peut-être à Hunter-River pourrait avoir le mandat de faire du développement économique en français dans la région Evangéline.

La Société Saint-Thomas-d'Aquin fait partie des associations et groupes ayant reçu copie du rapport **Gardner Pinfold** (produit en anglais seulement), et ayant été invités à participer à une réunion de consultation qui aura lieu ce soir à Summerside.

Le rapport **Gardner Pinfold** a été commandé par l'Agence de

promotion économique du Canada Atlantique (APECA en français ou ACOA en anglais). Mme Monique Colette est la vice-présidente de l'APECA pour l'Île-du-Prince-Édouard, depuis le début du mois d'août. Elle admet que le développement économique en français est différent du développement économique en anglais.

«Je ne veux pas faire entorse au processus de consultation en donnant mes opinions avant que la consultation ait lieu. Mais les recommandations faites dans ce rapport ne seraient pas nécessairement acceptables à l'Agence (APECA)».

Mme Colette fait notamment référence au fait que l'APECA est assujettie à la Loi sur les langues officielles. Les articles 41 et 42 de cette loi stipulent que l'APECA a un rôle à jouer dans l'épanouissement des communautés de langue française en milieu minoritaire, et c'est un argument que la Société Saint-Thomas-d'Aquin, elle aussi, l'intention de mettre de l'avant.

«On ne veut pas couper les commissions industrielles pour les couper. Le but de l'exercice est de rationaliser, d'éliminer les doubles emplois et les chevauchements. Dans certaines situations, il se pourrait qu'on découvre qu'il n'y a pas de double emploi».

Cela pourrait vouloir dire que la Commission industrielle de la Baie acadienne étant la seule à offrir un service de développement économique en français, il n'y aurait pas de double emploi et que l'avenir de la Commission industrielle, ou à tout le moins, d'une structure francophone de développement économique, serait assuré. ★